

## CONSULTATIONS INFORMELLES DE LA CNUDD: MERCREDI 2 MAI 2012

Les délégués ont poursuivi mercredi les négociations informelles sur le projet de document final de la CNUDD. Le Groupe de travail 1 s'est penché sur le chapitre V (Cadre d'action et de suivi), tandis que le Groupe de travail 2 a examiné les chapitres II (Renouveler l'engagement politique) et IV (CIDD).

### GROUPE DE TRAVAIL 1

**CHAPITRE V: CADRE D'ACTION ET DE SUIVI:** Le Groupe de travail a abordé plusieurs sous-chapitres du chapitre initialement intitulé, «Questions et domaines prioritaires/clés/thématiques/intersectoriels».

**Agriculture durable et sécurité alimentaire:** Les délégués ont repris les discussions sur un paragraphe traitant, entre autres, la production agricole, le développement rural, et la gestion des terres et de l'eau (NCST 64 quat). L'ISLANDE et la NORVEGE ont demandé d'inclure une référence à la pêche et l'UE a proposé un nouveau paragraphe définissant différents objectifs et échéanciers. Le G-77/CHINE a fait part de réserves sur cette proposition.

Concernant l'autonomisation des populations rurales, y compris des femmes (NCST 64 quint), la NORVEGE, avec la SUISSE, a suggéré que le texte proposé portait exclusivement sur l'autonomisation des femmes. Le G-77/CHINE a préféré la formulation d'origine. A propos des domaines dans lesquels l'égalité de l'accès pour les femmes pourrait être assurée, la REPUBLIQUE DE COREE, soutenue par ISRAEL, a suggéré l'éducation.

Au sujet du renforcement de l'élevage durable (NCST 64 sext), le G-77/CHINE, avec l'UE et la REPUBLIQUE DE COREE, a suggéré une référence aux systèmes durables de gestion de l'eau. La REPUBLIQUE DE COREE a préféré déplacer le texte sur les écosystèmes marins vers le sous-chapitre sur les océans. L'ISLANDE, appuyée par l'AUSTRALIE, a proposé un paragraphe distinct mettant l'accent sur l'importance de la pêche pour la sécurité alimentaire.

Concernant l'établissement de systèmes et de pratiques durables en matière de gestion agricoles (NCST 64 sept), le G-77/CHINE a proposé la suppression de la référence à «l'agriculture de conservation et la gestion intégrée des ravageurs», tandis que l'UE, la NORVEGE et ISRAEL ont préféré conserver ce libellé. Les E.-U. ont ajouté un libellé sur les systèmes de réglementation fondés sur la science, auquel l'UE s'est opposée. La NORVEGE a suggéré d'ajouter des systèmes de réglementation «fondés sur les écosystèmes». Les E.-U. ont proposé, et l'UE et la NORVEGE se sont opposés, de remplacer le libellé sur les défis du changement climatique par la «résilience des écosystèmes» dans la référence à l'utilisation durable des ressources génétiques.

Au sujet des lignes directrices sur la Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (NCST 64 non), le G-77/CHINE a demandé sa suppression. Le JAPON, appuyé par l'UE, a proposé d'ajouter un libellé supportant l'utilisation pilote des Principes pour l'investissement agricole responsable. Les E.-U., appuyés par

la SUISSE, ont proposé un texte sur les essais sur le terrain et l'opérationnalisation de ces principes, et plaidant pour leur mise en œuvre.

Concernant la volatilité des prix des denrées alimentaires et la réponse à la crise alimentaire mondiale (NCST 64 undec bis), la SUISSE, la REPUBLIQUE DE COREE et le SAINT-SIEGE ont soutenu le paragraphe, la SUISSE ajoutant un libellé sur les initiatives visant à améliorer l'efficacité des marchés, y compris des informations sur le marché qui soient précises et en temps opportun.

En ce qui concerne la promotion de politiques commerciales qui encouragent le commerce des produits agricoles (NCST 64 undec ter), la NOUVELLE-ZELANDE, avec le G-77/CHINE et l'AUSTRALIE, a ajouté un libellé sur l'élimination des barrières et des politiques qui faussent la production et le commerce des produits agricoles, auquel l'UE, la REPUBLIQUE DE COREE et la NORVEGE se sont opposés. Le G-77/CHINE a ajouté un libellé sur la mise en œuvre du Mandat de Doha sur l'agriculture, auquel la NORVEGE et d'autres se sont opposés.

**Tourisme durable:** Concernant l'importance du tourisme durable (NCST 71 bis), l'UE a ajouté une référence à la protection des écosystèmes. Le G-77/CHINE, avec l'UE et la REPUBLIQUE DE COREE, a ajouté un texte appelant à un soutien accru des activités de tourisme durable et au renforcement des capacités appropriées dans les pays en développement. Le paragraphe a été accepté ad referendum, mais avec une note que le Canada peut revenir en arrière.

Concernant les investissements dans et les règles sur le tourisme durable (NCST 71 quat), les E.-U. ont remis en question le texte sur l'adoption de directives et de règlements appropriés et l'appel aux États à investir dans le tourisme durable, soulignant que le secteur privé joue un rôle. Un compromis a été accepté ad referendum, à savoir «encourage la promotion des investissements dans le tourisme durable» sans faire référence à la source et «souligne l'importance d'établir, si nécessaire» des lignes directrices et des règlements appropriés, «conformément aux priorités et législations nationales».

**Transport durable:** Concernant le transport en tant qu'élément central du développement durable (NCST 71 oct), la FEDERATION DE RUSSIE a ajouté le concept de la sécurité routière dans le cadre des efforts visant à parvenir à un développement durable, que les E.-U., l'UE, le G-77/CHINE, la BIELORUSSIE, et le KAZAKHSTAN ont appuyé. Les E.-U., appuyés par la BIELORUSSIE, ont ajouté un libellé sur la circulation efficace des personnes et des biens.

**Harmonie avec la nature:** Concernant l'importance de l'harmonie avec la nature pour le développement durable (NCST 71 dec), les E.-U., avec la NOUVELLE-ZELANDE et le CANADA, ont suggéré de faire référence à l'éradication de la pauvreté en tant que défi «central» à la place de défi «le plus important». Les E.-U., avec la NOUVELLE-ZELANDE, ont suggéré de modifier le texte sur «la conservation», «la régénération» et «l'adaptation» des écosystèmes par «la préservation», «la restauration» et «la résilience» respectivement. Le G-77/CHINE, avec l'AUSTRALIE, a suggéré de faire référence tant à la régénération qu'à la restauration des écosystèmes. L'UE, avec le soutien du G-77/CHINE et du CANADA, a suggéré de déplacer le texte du présent sous-chapitre vers le chapitre I (Préambule/Etablissement du cadre).

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Leila Mead, Delia Paul, Keith Ripley, Nathalie Risse, Ph.D., et James Van Alstine. Edition numérique: Manu Kabahizi. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), et le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPR), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT au deuxième tour des négociations «informelles informelles» sur l'avant-projet de document final de la CNUDD peut être contactée directement par courriel à <leila@iisd.org>.



**Développement durable des villes et des établissements humains:** Concernant le développement urbain et les établissements humains (NCST pre 72), la REPUBLIQUE DE COREE a suggéré de remplacer «l'amélioration des bidonvilles» par «régénération urbaine», l'UE et les E.-U. ont appuyé le maintien des deux concepts, et le G-77/CHINE a préféré «l'amélioration des bidonvilles». L'UE a ajouté un libellé sur le comportement durable et les modes de vie durables, que les E.-U. n'ont pas appuyé dans ce contexte. L'UE a également ajouté un libellé sur la conservation et la valorisation des patrimoines naturels et culturels, la revitalisation des quartiers historiques et la réhabilitation des centres-villes, que le G-77/CHINE n'a pas appuyé.

**GRANDS GROUPES:** Le groupe des FEMMES a appelé à renforcer le libellé sur l'agriculture durable et la sécurité alimentaire de façon à se centrer sur les femmes des zones rurales, et celui sur la santé de façon à souligner les droits sexuels et reproductifs. Le groupe des AGRICULTEURS a souligné le droit à une alimentation adéquate à travers l'adoption de nouveaux instruments, tels que ceux sur les droits des paysans. Le groupe des PEUPLES AUTOCHTONES a exhorté la reconnaissance des droits de la Terre Mère et, concernant l'économie verte, la promotion d'approches différentes, telles que les économies communautaires. Le groupe des AUTORITES LOCALES a souligné l'aménagement du territoire, le rôle des villes durables dans la biodiversité urbaine et l'agriculture, et les réseaux à l'échelle locale pour rendre les villes durables.

## **GROUPE DE TRAVAIL 2 RENOUVELLEMENT DE L'ENGAGEMENT**

**POLITIQUE:** Participation des Grands groupes: Le sous-titre «Participation des Grands groupes et autres parties prenantes» a été approuvé ad referendum.

Concernant les gouvernements nationaux et les organes législatifs (NCST pre 17), l'UE, contrée par le G-77/CHINE, a proposé de faire référence à «tous les niveaux de gouvernement» plutôt qu'aux «gouvernements nationaux».

Au sujet de la participation du public, de l'accès à l'information et des procédures judiciaires et administratives (NCST 17), le G-77/CHINE a réitéré sa proposition de faire référence au Principe 10 de Rio, et de prendre des mesures appropriées pour appliquer davantage ce principe. Les E.-U. se sont opposés à cette insertion.

Concernant le rôle de la société civile (NCST 18), le G-77/CHINE, avec le CANADA, a proposé de supprimer les phrases concernant le renforcement du droit à l'accès à l'information et un meilleur accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), notant que ces éléments sont reflétés ailleurs dans le texte. Le MEXIQUE, l'UE, le SAINT-SIEGE, la NORVEGE et la SUISSE se sont opposés, préférant garder le paragraphe dans son intégralité.

A propos du paragraphe proposé par les E.-U. (CST pre 18 bis) sur les TIC, l'UE demanda son insertion dans la section sur les Grands groupes. Le G-77/CHINE a souligné la nécessité de combler le fossé numérique. Les E.-U. ont déclaré que les TIC sont importantes pour l'engagement des parties prenantes.

Concernant les femmes (NCST 18 bis), le SAINT-SIEGE a préféré faire référence à «l'égalité entre les hommes et les femmes», tandis que le G-77/CHINE, l'UE, les E.-U., la SUISSE, la NORVEGE, le LIECHTENSTEIN, l'AUSTRALIE et le CANADA ont préféré «l'égalité des genres» en tant que terme reconnu. Le G-77/CHINE a proposé un texte «reconnaissant» plutôt qu'«encourageant» le rôle de leadership des femmes, observant que le leadership est fondé sur le mérite. Les délégués ont accepté ad referendum le paragraphe révisé, intégrant «l'égalité des genres» et l'amendement du G-77/CHINE.

Au sujet de l'enfance et de la jeunesse (NCST 21 bis), la NORVEGE a demandé de mentionner «les filles et les garçons». Le G-77/CHINE s'est déclaré préoccupé par l'inclusion de questions non liées au thème de la conférence.

Concernant les travailleurs et les syndicats (NCST 21 ter), le G-77/CHINE a demandé de faire référence à un développement durable en général plutôt que de préciser «dimension sociale» et «développement économique socialement et écologiquement responsable, équité sociale et travail décent». L'UE a préféré le maintien de ces éléments.

Au sujet des contributions des agriculteurs (21 NCST quat), le G-77/CHINE a réitéré sa proposition de supprimer la référence à «réduire la dégradation des terres et la désertification».

Concernant les ONG (NCST 21 quint), le G-77/CHINE a proposé la suppression de la référence aux «fournisseurs d'information, praticiens, contrôleurs de progrès, et partenaires». L'UE a proposé une formulation de compromis soulignant

l'importante contribution des ONG dans la promotion du développement durable «à travers leurs expérience, expertise et capacité bien établies et diversifiées, en particulier dans le domaine du partage de l'information et du soutien de la mise en œuvre du développement durable».

Au sujet du rôle de l'ONU (NCST 21 sext), le G-77/CHINE a préféré faire référence aux IFI plutôt qu'aux banques multilatérales de développement. Les E.-U. ont noté que le FMI n'a pas de mandat de développement. L'UE, avec le G-77/CHINE, a déclaré que le FMI pourrait toutefois jouer un rôle. Le G-77/CHINE a demandé, mais les E.-U. et la SUISSE se sont opposés, la suppression du texte sur la coopération avec les parties prenantes, faisant valoir que cette question est traitée ailleurs. Le paragraphe a été accepté ad referendum et mentionne les IFI, les «contributions» d'autres organisations internationales compétentes, et la coopération entre les États et autres parties prenantes».

Concernant un partenariat mondial pour le développement durable (NCST 23), le G-77/CHINE a demandé la réinsertion du texte sur les finances, la technologie et le renforcement des capacités.

Concernant l'établissement de rapports relatifs à durabilité (CST 24 et 24 bis), la NORVEGE, appuyée par le MEXIQUE, l'UE et la SUISSE, a proposé l'examen d'un texte contenant des amendements concernant la comptabilité nationale relative à la durabilité (CST 24), ainsi que des propositions sur les mesures et les indicateurs (CST 111). Le Co-président a confirmé cet arrangement.

Au sujet de la présentation de rapport par les entreprises (HNC 24 bis), le G-77/CHINE a exprimé des préoccupations au sujet du libellé sur les secteurs public et privé, et a demandé la suppression du paragraphe.

**GRANDS GROUPES:** Le groupe des ONG a demandé, entre autres, la réinsertion du texte sur les fournisseurs d'information, les praticiens, les contrôleurs de progrès, et les partenaires (NCST 21 quint). Le groupe ENFANCE ET JEUNESSE a exprimé sa déception sur l'état actuel du chapitre sur la participation des Grands groupes (chapitre II.C) et a souligné, tout au long du texte, la nécessité de l'action. Les TRAVAILLEURS ET SYNDICATS ont accueilli favorablement la référence à leur groupe au paragraphe NCST 21 ter, et ont souligné la nécessité de reconnaître leurs contributions et leur rôle en tant que facteurs de changement. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a appelé à la mise en place claire d'une interface science-politique, et d'approches novatrices et créatives afin d'aborder la complexité du développement durable.

**CHAPITRE IV: CIDD:** Le mercredi soir, le Co-président Kim a présenté un paragraphe d'introduction proposé par les Co-présidents soulignant l'importance d'un renforcement du CIDD (NCST pre 44). Les discussions sur le CIDD se sont poursuivies dans la soirée.

## **DANS LES COULOIRS**

Le moral des délégués a grimpé d'un cran mercredi alors qu'ils semblaient plus ouverts à faire des compromis dans les groupes de travail, échangeant même quelques blagues et rires à certains moments. Le résultat est vite apparu, soit un flot lent, mais régulier, de paragraphes qui commençaient à être acceptés ad referendum au cours de la journée.

Plusieurs explications à un tel développement ont été proposées dans les couloirs. «Nous avons finalement réalisé que le temps est compté», a été l'interprétation d'un participant face à ce changement. «Nous avons réussi à construire une certaine confiance et à faire preuve de bonne volonté au sein du groupe», a suggéré un autre.

Néanmoins, la plupart des observateurs ne s'enthousiasmaient pas trop pour l'instant, soulignant que la majorité du texte demeure entre crochets, de nombreuses questions faisant toujours l'objet de différences significatives. A cet égard, au moins un haut fonctionnaire vantait les vertus de la patience, notant que les questions clés ne peuvent de toute façon pas être résolues avant Rio. «Certains points ne seront résolus qu'à la dernière minute. C'est ainsi que cela se déroule habituellement», a-t-il suggéré. D'autres se demandaient si le texte pouvait être suffisamment nettoyé pour permettre aux hauts fonctionnaires à Rio de vraiment se concentrer sur les principales questions en suspens. «La question est, quelle quantité de texte restera à nettoyer au 20 juin?» se demandait un délégué incertain.